

M. Maxime Boul
Maître de conférences (UT1 Capitole – IUT Rodez)
Institut des Études Juridiques de l'Urbanisme,
de la Construction et de l'Environnement, EA 1919
Courriel : boul.maxime@gmail.com



- TITRES UNIVERSITAIRES ET FORMATIONS -

- 2019** **Maîtres de conférences**, section droit public (02), Université Toulouse 1 Capitole – IUT de Rodez
- 2018** **Qualification aux fonctions de maître de conférences**, section droit public (02).
- 2017** **Doctorat en droit public**, Université Toulouse 1 Capitole.
Titre de la thèse : *Le patrimoine immatériel des personnes publiques*, sous la direction de M. le Professeur Jean-Gabriel SORBARA, soutenue publiquement le 29 juin 2017.
Jury : N. FOULQUIER (Rapporteur), Ch. LAVIALLE, Th. PEZ (Rapporteur), F. ROLIN (Président).
Mention : Très honorable avec les félicitations du jury, autorisation de publication en l'état et proposition pour un prix de thèse.
- 2011** **Master II Droit public des affaires parcours recherche**, Université Toulouse 1 Capitole
Mention Bien
Sujet mémoire : *À la recherche du nouveau juge administratif du contrat*, sous la direction de Monsieur le Professeur Lucien RAPP.

- ENSEIGNEMENTS -

Positions statutaires occupées :

Maître de conférences en droit public (*depuis septembre 2019*) ;
Enseignant contractuel en droit public (*192b INU Champollion Albi, 2017-2018 ; 384b UT1 Capitole-IUT de Rodez, 2018-2019*) ;
Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (*100% UT1 Capitole, 2014-2016*) ;
Doctorant contractuel chargé d'enseignements (*UT1 Capitole, 2011-2014*) ;
Chargé d'enseignements vacataire (*UT1 Capitole, 2010-2011 ; 2016-2017*).

1. **Droit constitutionnel** (cours magistral et travaux dirigés) ;
2. **Institutions publiques** (cours magistral) ;
3. **Institutions internationales** (travaux dirigés) ;
4. **Droit administratif général** (cours magistral et travaux dirigés) ;
5. **Droit administratif des biens/Droit des biens publics** (cours magistral et travaux dirigés) ;
6. **Contentieux administratif** (travaux dirigés) ;
7. **Droit des finances publiques et locales** (cours magistral et travaux dirigés) ;
8. **Droits et libertés fondamentaux** (cours magistral) ;
9. **Préparation aux concours administratifs** (cours magistral) ;
10. **Droit administratif – Les actes** (travaux dirigés) ;
11. **Droit public des affaires** (travaux dirigés) ;
12. **Droit public économique** (conférences de méthode) ;
13. **Droit des contrats et marchés publics** (conférences de méthode et cours magistral) ;
14. **Théorie de la propriété** (cours magistral) ;

15. **Financement du patrimoine** (travaux dirigés) ;
16. **Protection et valorisation du patrimoine immatériel** (cours magistral) ;
17. **Mutation de la notion de patrimoine public** (cours magistral) ;
18. **Droit des données publiques** (cours magistral et tutorat) ;
19. **Droit de l'urbanisme** (cours magistral) ;
20. **Droit de l'urbanisme opérationnel** (cours magistral) ;
21. **Droit de l'environnement** (cours magistral).

- TRAVAUX ET PUBLICATIONS -

TRAVAUX UNIVERSITAIRES :

1. Thèse de doctorat : *Le patrimoine immatériel des personnes publiques*, soutenue publiquement le 29 juin 2017 à l'Université Toulouse 1 Capitole, préf. J-G. SORBARA, LGDJ, Bibl. dr. public, T. 329, 2023.

OUVRAGES :

2. *Toulouse par le droit administratif*, co-direction avec M. AMILHAT, A. PECH ET M. TOUZEIL-DIVINA, L'Épilogue, 2020.
3. *Du droit des déchets au droit du gaspillage. Regards sur la loi du 10 février 2020*, co-direction avec R. RADIGUET, préf. B. POIRSON, IFJD – LGDJ, 2021.
4. *Les 50 ans de la jurisprudence Ville Nouvelle-Est*, co-direction avec J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES, R. RADIGUET, IFJD – LGDJ, T. 170, mars 2023.

JURISCLASSEURS :

5. *JCl. Contrats et Marchés publics* – Fasc. 510, Domaine public – Utilisation conforme, novembre 2021.
6. *JCl. Contrats et Marchés publics* – Fasc. 512, Domaine public – Utilisation compatible, février 2021.
7. *JCl. Environnement et développement durable* – Fasc. 4190, Déchets – Généralités, à paraître 2024.

ARTICLES, ETUDES & EDITOS :

8. « Le paysage à l'épreuve du droit de l'urbanisme », in E. Naim-Gesbert (dir.), *ouvrage collectif, à paraître*.
9. « La transparence en droit administratif », *Revue de droit d'Assas*, n° 26, oct. 2023, p. 51.
10. « Démolition et réchauffement climatique », *Actes pratiques et ingénierie immobilière*, juillet-août-septembre 2023, n° 3, p. 19.
11. « Les énergies renouvelables au format paysage », *JCP A* 2023, n° 16, ét. 2132.
12. « Les concours de droits sur l'image du domaine public mobilier », *AJDA* 2023, p. 371.
13. « Les collectivités territoriales et la propriété publique : quelles spécificités ? », in A. DURANTHON (dir.), *Peut-on encore définir la collectivité territoriale ?* Paris, L'Harmattan, 2023, p. 254.
14. « Loi 3D(s) : les chemins ruraux en réalité augmentée », *Droit et Ville* 2022/2, n° 94, p. 121.
15. « Les villes nouvelles : quel(s) bilan(s) ? », in M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES, R. RADIGUET *Les 50 ans de la jurisprudence Ville nouvelle est*, IFJD – Louis Joinet, 2023, p. 41.
16. « Le passage des chemins ruraux à la loi 3Ds », *JCP N* avril 2022, ét. 1153.
17. « Quelle protection juridictionnelle pour les sites ? », in *La protection des sites et monuments naturels : retour sur la loi du 2 mai 1930*, Mare & Martin, 2022, p. 103.
18. « Contrats de concession de main-d'œuvre pénale : quand la concession cache la relation de travail », avec M. AMILHAT, in J. SCHMITZ et M.-C. AMAUGER-LATTES, *Quelle normalisation de la relation de travail en prison ? Enjeux et perspectives d'une réforme*, IFJD, LGDJ, 2022, p. 239.
19. « L'hymne de nos campagnes », *AJDA* 2021, trib. p. 2297.
20. « Police partout, déchets nulle part ? », in M. BOUL, R. RADIGUET (dir.), *Du droit des déchets au droit du gaspillage. Regards sur la loi du 10 février 2020*, Paris, IFJD - LGDJ, 2021, p. 175.

21. « ASP-ects récents de la propriété publique : l'insaisissabilité hypothéquée ? », *Droit et Ville* n° 2020/2, n° 90, p. 65.
22. « Domaine public et spectre hertzien, rencontre du “troisième type” », *Mélanges en l'honneur du professeur Christian Laviolle*, Presses UT1 Capitole, 2021.
23. « L'urbanisme tactique dans la roue de la domanialité publique », *DA* 2021, ét. 1.
24. « L'Etat sans accent(s) ? », *AJDA* 2020, trib. p. 1633.
25. « Toulouse et la propriété publique », in *Toulouse par le droit administratif*, L'Épitoque, 2020, p. 111.
26. « La difficile appréhension des résidences de tourisme par le droit de l'urbanisme », *Actes pratiques et ingénierie immobilière*, juillet-août-septembre 2019, n° 3, p. 7.
27. « L'office du juge de l'urbanisme : vers un juge-administrateur », *JCP A* 24 juin 2019, ét. 2188.
28. « Mais que fait la police administrative des déchets ? », *Droit et Ville* 2019/1, n° 87, p. 209.
29. « Réflexions d'un publiciste sur les droits réels. À propos de leur constitution sur les biens communs », *Droit et ville* n° 86/2018.
30. « L'arbre, un bien public naturel ? », in M. TOUZEIL-DIVINA (dir.), *L'Homme, l'arbre & le(s) droit(s)*, Paris, L'Épitoque, 2019, p. 175.
31. « Réflexions sur la notion de données publiques », *RFAP*, n° 167, 2018, p. 471.
32. « Le marché secondaire des fréquences hertziennes », *Annales de l'Univ. Toulouse 1 Capitole*, t. LVIII, 2018, p. 45.
33. « La domanialisation publique », in X. BIOY (dir.), *La régulation publique des centres de ressources biologiques. Le cas des tumorothèques*, Bordeaux, LEH éditions, coll. Actes et séminaires, 2018, p. 339.
34. « Maurice Hauriou, pédagogue. Propos sur la création des salles de travail de doctorat », in *La pensée du doyen Maurice HAURIOU à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?*, Ch. ALONSO, A. DURANTHON, J. SCHMITZ (dir.), P.U.A.M., Hors collection, 2015, p. 689.
35. « Arrêts « Betclac » : La valse à trois temps des biens publics au Palais Royal », *Droit et Ville* n° 76/2013, p. 169.
36. « Les “public goods” : traduction juridique d'une notion économique », *RFDA* 2013, n°3, p. 557.

NOTES & COMMENTAIRES :

37. « L'éolienne est plus verte chez le voisin », CE, 1^{er} mars 2023, *Société EDPR France Holding*, *JCP A* 2023, comm. 2313.
38. « Le domaine public ferroviaire menaçant ruine », CE, 1^{er} mars 2023, *SNCF Réseau*, *JCP A* 2023, comm. 2240.
39. « Le retour des biens publics immatériels », CE, 16 mai 2022, *Commune de Nîmes*, *AJDA* 2022, p. 1958.
40. « Pas d'éoliennes du côté de chez Swann », CAA Versailles, 11 avr. 2022, *Société Combray Energie, C+*, *JCP A* juill. 2022, comm. 2206.
41. « Du compost au Conseil constitutionnel », Cons. const. 2022-990 QPC du 22 avr. 2022, *Fédération nationale des collectivités de compostage et autres*, *JCP A* juin 2022, comm. 2200.
42. « Quand la notion de déchet met la gomme », CE, 24 nov. 2021, *Min. de la transition écologique et solidaire c. Sté Abouandjino*, *JCP A* avril 2022, comm. 2129.
43. « Entrée en vigueur de l'ordonnance du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes d'urbanisme : la pyramide urbanistique est toujours debout... », *JCP N* avril 2021, act. 360.
44. « Précisions et articulation des pouvoirs pour les déchets du domaine public routier », CE, 29 juin 2020, *SA Orange France*, *AJDA* 2020, p. 2324.
45. « La bourse ou la vue sur le domaine public », CE, 2 mai 1969, *Société Affichage Giraudy*, in *Toulouse par le droit administratif*, L'Épitoque, 2020, p. 181.
46. « Une certitude et des doutes sur la sélection des occupants privatifs du domaine privé », Rép. min. JOAN, (Q), 29 janv. 2019, *DA* avril 2019, comm. 21.
47. « Limite d'intérêt général au droit de propriété : pas de prescription pour les travaux réalisés sans permis de construire », *Constitutions* juill.-sept. 2018, p. 395.
48. « La prise d'ELAN du contentieux de la régularisation des documents d'urbanisme », CE, sect., 29 juin 2018, *Cne de Sempy*, *DA* oct. 2018, comm. 52.
49. « “Couvrez ce bien que je ne saurais voir” : la constitutionnalité du régime de l'image des domaines nationaux », Cons. const. n° 2017-817 QPC du 2 févr. 2018, *Association Wikimedia France et autre*, *Constitutions* janv.-mars 2018, p. 86.
50. « L'image du domaine public déchirée », *JDA*, mai 2018.
51. « L'arbre : une nouvelle branche de bien public ? », CAA Marseille, ord. 10 avril 2017, *Cne d'Aix-en-Provence*, *AJDA* 2017, p. 2324.

52. « Nouveauté du bail à construction sur le domaine public ou construction d'un bail nouveau ? », avec J.-P. ORLANDINI, *JDA*, mars 2017.
53. « Et Peyrot périt : oraison funèbre d'un quinquagénaire incompris », avec A. DURANTHON, *LPA* 22 juin 2015, n° 123, pp. 15-21.
54. « L'arrêt RATP et les « infrastructures essentielles » : pas de droit à la paresse dans les stations parisiennes », *LPA* 19 juillet 2013, n° 144, pp. 11-22.
55. « À la recherche du nouveau juge du contrat », CE, 23 décembre 2011, *Ministre de l'Intérieur*, *LPA* 23 avr. 2012, n° 81, p. 15-19.

CHRONIQUES & VEILLES JURISPRUDENTIELLES :

56. « Les ressources en eau destinées à la consommation humaine captées par le droit de préemption », *JCP N* sept. 2022, act. 878.
57. « Dossier de diagnostic technique : les Jeux olympiques entrent en Seine », *JCP N* sept. 2022, act. 828.
58. « Précisions sur le changement de circonstances causé par une interprétation jurisprudentielle dans le cadre d'une QPC », veille CE, 20 déc. 2018, *Commune de Chesny*, *JCP A* 7 janv. 2019, act. 13.
59. « Les effets du temps sur le droit au recours effectif en prison », veille CE, 12 déc. 2018, *SFOIP*, *JCP A* 26 déc. 2018, act. 939.
60. « EMA derrière les barreaux : 65 euros par mois sont manifestement insuffisants », veille CE, 12 déc. 2018, *Garde des Sceaux c. M B. A.*, *JCP A* 26 déc. 2018, act. 935.
61. « Ma thèse en 3000 signes », *DA* juill. 2018.
62. « L'image des domaines nationaux reflète au Conseil constitutionnel », veille Cons. const., n° 2017-687 du 2 févr. 2017, *Association Wikimedia France et autre*, *JCP A* 12 février 2018, act. 134.
63. « Précisions sur l'indemnisation des biens non amortis lors de la résiliation pour motif d'intérêt général d'une concession conclue entre personnes publiques » veille CE, 25 oct. 2017, *Commune de Croisic*, *JCP A* 13 novembre 2017, act. 530.
64. « Exception et application de la règle du service fait : pas de traitement pour un fonctionnaire sous contrôle judiciaire au terme des périodes de suspension et de congé de maladie », veille TA Guadeloupe, 19 oct. 2017, *M. A... E...*, *JCP A* 13 novembre 2017, act. 530.
65. « La fibre optique et tout s'accélère : la sanction de 40 millions d'euros confirmée par le Conseil d'État », veille CE, 28 sept. 2017, *Société Altice Luxembourg Société SFR Group*, *JCP A* 9 oct. 2017, act. 430.
66. « La compatibilité conditionnée d'un bail à construction avec les règles de la domanialité publique », veille CE, 11 mai 2016, *Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole*, *JCP A* 23 mai 2016, act. 429.
67. Participation chronique « AAI et Libertés » (ARCEP) juin-décembre 2014, sous la direction de M. le Professeur X. BIOY, *LPA* 26 juin 2015, n° 127, p. 11-18.
68. « Les câbles des égouts de Paris au Palais Royal : précisions sur la fixation des redevances d'occupation du domaine public non routier », veille CE, 2 juill. 2014, *Société Colt Technology*, *JCP A* 28 juill. 2014, act. 627.
69. Chronique 2012 « Droit public de l'économie et services publics », *Ius Publicum* (<http://ius-publicum.com>).

- COLLOQUES ET CONFÉRENCES -

1. **Décembre 2023** : « Un critère récent de la délivrance des autorisations d'exploitation commerciale : la lutte contre l'artificialisation des sols », Intervention au colloque « *Quelle(s) évolution(s) pour l'urbanisme commercial depuis la loi Royer ?* », Bordeaux le 1^{er} décembre 2023.
2. **Décembre 2022** : « La mobilisation de l'urbanisme tactique lors du déconfinement », Intervention au colloque « *La relance économique par le droit de l'urbanisme après la crise de la Covid-19* », Colloque Université Toulouse 1 Capitole, Rodez, le 16 décembre 2022.
3. **Octobre 2022** : « L'articulation des droits sur l'image du domaine public mobilier », Intervention au colloque « *Les 10 ans de la jurisprudence « Photo Josse » : Retour sur l'image du domaine public mobilier* », Colloque Université Toulouse 1 Capitole, Musée Soulages de Rodez, le 28 octobre 2022.

- 4. Avril 2022 : « La gestion des déchets en plan ? »**, Intervention au colloque « *Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire : quelle(s) gestion(s) des déchets sur le territoire de La Réunion ?* », Colloque Université de La Réunion, les 13 et 14 avril.
- 5. Septembre 2021 : « Les villes nouvelles : quel(s) bilan(s) ? »**, Intervention au colloque « *Les 50 ans de l'arrêt Ville Nouvelle Est* », Perpignan, le 30 septembre.
- 6. Septembre 2021 : « Les collectivités territoriales et la propriété publique : quelles spécificités ? »**, Intervention au colloque « *Peut-on encore définir la collectivité territoriale ?* », Colloque annuel de l'AFDCL, Strasbourg, les 16 et 17 septembre.
- 7. Mars 2020 : « Protection des sites naturels par les juges »**, Intervention au colloque « *La protection des sites et monuments naturels : retour sur la loi du 2 mai 1930* », UPVD, Narbonne, le 6 mars.
- 8. Mars 2019 : « L'office du juge de l'urbanisme : vers un juge-administrateur ? »**, Intervention au colloque « *Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme* », UPVD, Narbonne, le 14 mars.
- 9. Mai 2017 : « La domanialisation publique »**, Intervention au colloque « *Régulation publique des Centres de Ressources Biologiques en cancérologie* », Projet TUBA, Université Toulouse 1 – Capitole, les 29-30 mai.
- 10. Mars 2017 : « Les utilisations du domaine public la nuit »**, Intervention au colloque « *Droit(s) et nuit* », ADDIMH, UT1-Capitole, le 31 mars.
- 11. Avril 2016 : « Le marché secondaire des fréquences »**, Intervention au colloque « *Le spectre hertzien et son droit. Entre valorisation et optimisation* », Université Toulouse 1 – Capitole, les 7-8 avril.
- 12. Avril 2015 : « Le patrimoine numérique des collectivités territoriales : bien public ou bien collectif ? »**, Intervention au colloque « *Le patrimoine numérique et le collectivités territoriales* », Université Clermont Auvergne – 1, le 7 avril.
- 13. Mars 2012 : « Arrêts *Betclit* et biens publics »**, Intervention dans « *Les conférences de l'immobilier : La propriété* », organisée par l'IEJUC, à l'Université Toulouse 1 Capitole, le 2 mars.
- 14. Novembre 2011 : « Le dépassement des liens entre personne et patrimoine. Analyse comparée droit privé/droit public »**, Intervention au colloque « *La personnalité juridique* », IFR de Toulouse, les 24 et 25 novembre.

- ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES ET PARA-UNIVERSITAIRES -

1. ORGANISATION MANIFESTATIONS :

2023 : Co-direction scientifique et organisation du colloque « *Quelle(s) évolution(s) pour l'urbanisme commercial depuis la loi Royer ?* », Bordeaux le 1^{er} décembre 2023.

2022 : Direction scientifique du colloque « *Les 10 ans de la jurisprudence « Photo Josse ». Retour sur l'image du domaine public mobilier* », Musée Soulages - Rodez le 28 octobre, dossier publié à l'AJDA 2023.

Co-direction scientifique et organisation du colloque « *La relance économique par le droit de l'urbanisme après la crise de la Covid-19* », Toulouse les 22 & 23 septembre et Rodez le 16 décembre.

2021 : Co-direction scientifique et organisation du colloque « *Les 50 ans de l'arrêt Ville Nouvelle Est : quel bilan ?* », Perpignan, le 30 septembre 2021.

2019 : Direction scientifique et organisation du colloque « (R-)évolution du droit des déchets », Toulouse, le 24 janvier 2019, publication *Droit et Ville*.

2017 : Séminaire « Le patrimoine culturel immatériel », INU Champollion Albi, le 29 novembre 2017.

2. FONCTIONS ADMINISTRATIVES :

2022-2025 : Chef du département *Carrières juridiques* – IUT de Rodez, UT Capitole.

2021-2025 : Membre élu au Conseil de l'IUT de Rodez - collège « Enseignants-chercheurs ».

2020-2022 : Directeur des études du DUT/BUT *Carrières juridiques* – IUT de Rodez, UT1 Capitole.

2019-2021 : Chargé de mission de la Vie étudiante – IUT de Rodez, UT1 Capitole.

2018-2021 : Membre de la Commission de la Vie étudiante – IUT de Rodez, UT1 Capitole.

2013-2016 : Élu au Conseil de l'École doctorale de sciences juridiques et politiques (EDSCJP) de l'UT1 Capitole - collège « Doctorants ».

3. AUDITIONS :

2021 : audition par M. Christophe Euzet, député de la 7^e circonscription de l'Hérault, et M. Yannick Kerlogot, député de la 4^e circonscription des Côtes-d'Armor, dans le cadre du rapport *L'enseignement des langues régionales. Etat des lieux et perspectives après la décision du Conseil constitutionnel du 21 mai 2021*, le 28 juin 2021.

2020 : audition par la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi n° 2473 visant à *promouvoir la France des accents*, le 10 novembre 2020.

4. FONCTIONS SCIENTIFIQUES :

2022- : Membre du comité de lecture de la revue *Droit et Ville*.

5. SOCIÉTÉS SAVANTES :

Membre de l'Association Française pour la recherche en Droit administratif (*AFDA*).